

Les négociations de paix sur le Rwanda ont été annulées

Les pourparlers de paix entre le gouvernement rwandais et la rébellion, après les massacres qui ont fait plus de 100.000 morts en près de trois semaines selon un dernier bilan de la Croix-Rouge internationale, n'ont pu avoir lieu samedi à Arusha en Tanzanie, en raison de l'absence de la délégation gouvernementale rwandaise. Le secrétaire général du Front patriotique rwandais (FPR), Théogène Rudasingwa n'avait de toute façon pas l'intention de rencontrer cette délégation du gouvernement, qu'il qualifie de « clique d'assassins ». Le représentant des rebelles, qui n'accepte de négocier qu'avec des officiers de l'armée, a déclaré hier après-midi, avant de repartir pour le Rwanda, qu'il n'était venu dans la ville tanzanienne que pour informer le secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine et le gouvernement tanzanien du cessez-le-feu unilatéral que son mouvement s'est engagé à respecter à partir de ce soir 21 heures (GMT). Il ne sera maintenu qu'à condition notamment que les gouvernements cessent sous quatre jours toute tuerie contre les populations civiles. A.F. avec AFP

Liban: incidents entre l'armée et les partisans de Samir Geagea

Ce sont les premières échauffourées depuis l'arrestation de Samir Geagea. Quelque 400 partisans du chef des Forces libanaises ont tenté hier d'organiser un sit-in devant le patriarcat maronite, à Bkerké, au nord de Beyrouth. L'armée s'est interposée, puis a tiré en l'air pour empêcher la foule de forcer l'entrée du bâtiment. Les manifestants entendaient notamment assister à la messe dominicale du patriarcat. Au cours de son sermon, M^r Nasrallah Sfeir s'est élevé contre la partialité du gouvernement qui a, tour à tour, dissous l'ancienne milice maronite et interpellé jeudi près de 150 de ses membres, dont Samir Geagea. Tous sont accusés d'avoir participé à l'attentat du 27 février contre une église, près de Beyrouth, ainsi qu'à l'assassinat en 1990 du dirigeant chrétien Dany Chamoun et de sa famille. « Il ne peut y avoir de justice que si celle-ci s'applique à tout le monde sans exception », a déclaré M^r Sfeir faisant allusion aux crimes commis durant la guerre civile par d'autres factions libanaises. Samir Geagea est détenu depuis jeudi au ministère de la Défense. Ses avocats n'ont pas encore été autorisés à le rencontrer. Il est passible de la peine de mort, qui vient d'être réactivée au Liban. Pour la première fois en onze ans, le meurtrier d'une fillette a été pendu hier à Saïda, dans le sud du pays. Ch.B. avec AFP

Libéré, le dissident chinois Wang Juntao rejoint l'Amérique

L'un des plus célèbres dissidents chinois emprisonnés depuis le printemps de 1989 est arrivé samedi à New York. Wang Juntao a été libéré sous caution et autorisé à « suivre un traitement médical à l'étranger ». Par cette mesure, Pékin tente de courtiser les Etats-Unis à l'approche de la date fatidique du 3 juin. Le président Clinton doit décider d'ici là s'il renouvelle la clause de la nation la plus favorisée, accordée à la Chine, et qui, dit-il, dépend des progrès enregistrés dans le domaine des droits de l'homme. Le journaliste Wang Juntao avait été condamné à treize ans de prison en 1991 pour « conspiration contre le gouvernement » et « incitation à la contre-révolution », soit la plus lourde peine prononcée contre les activistes du mouvement pour la démocratie. Il avait contracté une hépatite B peu après et sa famille multipliait depuis les démarches pour obtenir sa libération. A son arrivée à l'aéroport Kennedy, il a été accueilli par son épouse, Hou Xiaotian, qui poursuit des études aux Etats-Unis. Son nom figurait sur une liste soumise aux autorités chinoises par le secrétaire d'Etat Warren Christopher, lors de sa visite en mars, selon le dissident Shanhaïen Bao Ge. Plusieurs autres dirigeants occidentaux étaient également intervenus en sa faveur. Le ministre allemand des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, l'a invité hier à Bonn et exprimé son « grand soulagement ». S. Etr.

L'HISTOIRE

Lockerbie, le film
Le film fait déjà scandale avant même d'être sur les écrans. Le réalisateur américain Allan Francovich entame le tournage d'un documentaire de 90 minutes sur l'affaire Lockerbie, pour la chaîne de télévision britannique Channel Four. Documents à l'appui, il s'efforcera de prouver que l'attentat à la bombe contre le Boeing de la Panam est l'œuvre de l'Iran et que des informations ont été délibérément occultées par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis afin de mieux incriminer la Libye. Les autorités britanniques ont déjà fait savoir qu'elles empêcheront la diffusion du film, l'affaire étant en cours d'instruction. Mais Francovich peut se prévaloir du soutien de plusieurs familles des victimes. « Nous appuyons toute enquête qui révélera des faits nouveaux », a déclaré Jim Swire, dont la fille Flora a trouvé la mort dans l'explosion de l'appareil au-dessus de Lockerbie (Ecosse), le 21 décembre 1988. Dans une interview au *Scotland's Herald*, il accuse Londres et Washington d'avoir rejeté tous les éléments qui contredisaient la thèse officielle. Tripoli, qui refuse de livrer deux de ses agents à la justice occidentale, est soumis depuis à un embargo international. Dans un premier temps, la Libye s'était déclarée prête à financer, avec la firme multinationale Lomrho, la réalisation du film. Depuis, Francovich a assuré aux parents des victimes qu'il disposait d'un contrôle éditorial complet sur son travail.

LE CHIFFRE

900 000
expatriés au Koweït
Malgré les intentions affichées par les autorités après la guerre du Golfe, la population de l'émirat est toujours majoritairement composée d'étrangers. Selon des statistiques officielles, le Koweït compte près de 900 000 expatriés, contre 650 000 nationaux. Les Palestiniens, accusés d'avoir collaboré avec l'occupant irakien, avaient été chassés en masse après le conflit. Ils ne sont plus que 7 000, contre près de 350 000 avant. Les Egyptiens représentent aujourd'hui la plus importante communauté (206 000). Les Indiens (162 000) et les Syriens (65 000).

TOGO

Le général Eyadéma divise l'opposition togolaise

Le Président a nommé vendredi au poste de Premier ministre Edem Kodjo, chef d'un parti minoritaire.

Le président togolais a un faible pour les surprises. Surtout lorsqu'elles lui permettent de diviser ses adversaires. Contraint à une cohabitation forcée depuis la victoire aux élections législatives du 20 février du front commun de l'opposition, le général Gnassingbé Eyadéma a nommé au poste de Premier ministre, vendredi soir, contre toute attente, Edem Kodjo, le dirigeant de l'Union togolaise pour la démocratie (UTD), qui, avec sept députés, est largement minoritaire au sein de la majorité parlementaire. L'autre parti d'opposition, le Comité d'action pour le renouveau (CAR), a remporté 36 sièges sur 81.

Réagissant à cette nomination surprise, le président du CAR, Yao Agboyibo, a affirmé samedi que son parti ne prendrait pas au nouveau gouvernement en estimant que l'acceptation par Edem Kodjo du poste de chef de gouvernement correspondait à « une violation flagrante et inadmissible » de l'accord du 26 mars dernier par lequel les deux partis s'étaient mis d'accord pour proposer la candidature de Yao Agboyibo au poste de Premier ministre. Considéré comme un « traître » par ses anciens camarades au sein de l'opposition, Edem Kodjo a tenté samedi de se justifier en expliquant, de façon fort confuse, que la seule raison pour laquelle il avait accepté sa nomination relevait de la

« nécessité de régler ce problème de la Primature » afin d'éviter que la nouvelle majorité soit compromise. « Au plan extérieur, a-t-il encore expliqué, il était nécessaire de se mobiliser rapidement pour que notre pays ne reste pas à la traîne et puisse participer rapidement à son redressement économique, à la réconciliation nationale et à la paix sociale qui sont les lignes de force » du futur gouvernement.

Particulièrement ambitieux, cet énarque de 55 ans, ancien dignitaire du régime du général Eyadéma avec lequel il fonde en 1969 le Rassemblement du peuple togolais (RPT), le parti unique pilier du régime, n'a jamais supporté de jouer les « seconds couteaux » dans son propre pays. Il tourne sa veste en 1983 au terme des cinq années qu'il passe à la tête de l'Organisation de l'unité africaine — un poste qui lui permit de se faire connaître dans le monde entier. Depuis, disent ses adversaires, il n'a jamais supporté de « descendre de son piédestal ». Ce qui, selon eux, expliquerait la raison de sa compromission et la « trahison de la parole donnée ». Un acte des plus mal perçus chez les partisans de Yao Agboyibo qui s'étaient persuadés de la nomination de leur chef, puisqu'il avait été reçu à cinq reprises en une semaine par le chef de l'Etat.

Alain FRILET

DANEMARK

Copenhague veut punir les propagateurs du sida

Un séropositif qui fait l'amour sans avertir du danger risquerait désormais une amende ou la prison.

Copenhague, correspondance

Un séropositif qui fait l'amour sans prévenir son partenaire du risque de contamination pourra bientôt être puni au Danemark d'une peine allant de l'amende à quatre ans de prison. Le gouvernement présentera mardi au Parlement ce projet d'additif au code pénal qui une majorité de députés semble déjà prête à adopter.

Un fait divers est à l'origine de ce durcissement inédit du code pénal danois. L'Haïtien Diego Joanis, conscient de sa séropositivité depuis 1988, a été accusé par 23 de ses 39 partenaires connues, dont une adolescente de 14 ans, de ne pas les avoir prévenues du risque qu'il représentait pour elles. En première instance, Diego Joanis a été condamné à dix-huit mois de prison ferme, mais la Cour suprême l'a acquitté la semaine dernière, faute d'article existant dans le code pénal pour motiver une peine.

Les médecins, la direction générale de la Santé publique ou les associations d'aide aux malades du sida s'inquiètent pourtant que ce projet « criminalise » les séropositifs et complique encore leur travail. Contrairement à ce qui se passe en Suède, où les séropositifs sont obligés d'indiquer leur nom et

adresse, la prévention du sida au Danemark était basée jusqu'à présent sur « l'anonymat et la spontanéité » rappelle Solvej Roth, de la « Ligne du sida ». « Pour cette raison, beaucoup de Suédois viennent ici se faire tester, car ils n'osent pas le faire dans leur propre pays. A l'avenir, si les Danois craignent de se faire dépister, la maladie risque de se disperser de façon incontrôlable », poursuit Solvej Roth. A la direction générale de la Santé, on rappelle aussi qu'il « faut être deux » pour attraper le sida et que les deux partenaires partagent la responsabilité de mettre un préservatif en cas de doute.

Au Parlement, les députés du Socialiste Solketparti (SS, extrême gauche) dénoncent enfin la « mémoire courte » du gouvernement: « En 1988, le Parlement avait supprimé la loi sur les maladies vénériennes (qui forçait le malade à se faire examiner et soigner), justement pour décriminaliser les malades du sida », souligne Pernille Srahm, membre SS de la commission juridique. Depuis le début de l'épidémie, le Danemark a recensé 1 400 malades du sida, dont la moitié sont morts.

Karin MORCH

GRECE. Athènes pourrait lever l'embargo à l'encontre de la Macédoine au cas où ce jeune pays renoncerait à l'usage de son emblème et de sa Constitution, a annoncé vendredi le Premier ministre grec Andreas Papandréou en visite officielle à Washington. La controverse autour du nom de Macédoine, que les Grecs considèrent être les seuls à pouvoir utiliser, « donnera lieu à des négociations ».

ALLEMAGNE. Un Vietnamien a été grièvement blessé après avoir été jeté d'un train en marche par deux néo-nazis le 20 avril, jour anniversaire de la naissance d'Hitler, a annoncé samedi la police. Souffrant de fractures aux jambes, il doit rester hospitalisé six semaines.

ITALIE. Le cinquantenaire de la Libération sera célébré aujourd'hui. Pour la première fois, cette fête fait l'objet d'un vaste débat national, motivé par l'imminente entrée des néofascistes au gouvernement et leur volonté de réhabiliter certains aspects du fascisme.

POLOGNE. L'ancien Premier ministre Tadeusz Mazowiecki a été élu samedi à la tête de l'Union de la liberté, nouveau parti centriste créé à partir de deux formations politiques issues de Solidarité. Selon Mazowiecki, ce nouveau parti doit constituer une « alternative à la coalition en place » (composée des ex-communistes et du Parti paysan).

SAN SALVADOR. Les Salvadoriens se sont rendus aux urnes hier dans le calme mais sans empressement, pour désigner leur premier président de l'après-guerre civile. Ils doivent choisir entre le candidat de la droite au pouvoir, Armando Calderon Sol, qui fait figure de grand favori, et celui de la coalition de gauche, Ruben Zamora.

TERRITOIRES OCCUPES. Le Fatah et le Hamas ont organisé hier un rassemblement en commun, pour la première fois dans la bande de Gaza, trois jours après la signature d'un accord entre les branches armées des deux organisations, les Faucons du Fatah et Ezzedine al-Kassam, visant à mettre fin aux affrontements interpalestiniens.

OLP-ISRAEL. Les négociations sur l'autonomie ont repris hier au Caire. Leur rythme sera intensifié cette semaine, a déclaré le chef de la diplomatie israélienne, Shimon Pérès. Les derniers différends portent notamment sur le dossier des prisonniers et sur celui de la juridiction palestinienne à Gaza et Jéricho.

SYRIE. 36 écoliers et 5 enseignantes ont trouvé la mort vendredi dans le naufrage d'un bateau de pêche au large de Lattaquié (nord). Plus de 60 personnes étaient montées à bord d'un bateau, qui ne devait pas contenir plus de 15 personnes, pour une excursion.

ALGERIE. La marche contre le « terrorisme » prévue le 1^{er} mai à Alger a été reportée, ont annoncé hier ses organisateurs, un collectif de 180 associations hostiles au dialogue entre le pouvoir et le Front islamique du salut. Les partisans d'un dialogue avec le FIS maintiennent leur manifestation prévue le 8 mai.